

Questions orales

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Monsieur le Président, nous sommes évidemment tous attristés par la situation tragique qui règne.

Il faut reconnaître que nous avons pris des mesures très sérieuses, décrites dans l'exposé économique dont j'ai dressé les grandes lignes la semaine dernière, afin de favoriser la croissance et d'investir dans les ressources humaines et dans l'entreprise, en particulier dans le secteur de la petite entreprise. Le plan économique prévoit notamment le gel des cotisations d'assurance-chômage payées par les employeurs, un crédit d'impôt à l'investissement de 10 p. 100, de meilleures conditions d'accès au capital, l'amélioration de la déduction pour amortissement de l'équipement technologique de pointe et un financement accru du Programme d'aide à la recherche industrielle. Il y a également la prolongation du régime d'accession à la propriété ainsi que des mesures d'aide aux secteurs pétrolier, gazier et minier.

Toutes ces mesures visent à assurer la croissance économique par l'investissement, à relancer l'activité économique, à rétablir la confiance et la croissance économique ainsi que créer des emplois.

Mme Sheila Copps (Hamilton-Est): Monsieur le Président, ma question au ministre concernait les enfants.

À Saskatoon, 2 500 paniers de nourriture serviront à assurer la subsistance d'enfants et des membres de leurs familles au cours des deux prochaines semaines. Un repas de Noël sera servi à 2 200 personnes dans cette seule ville.

[Français]

À Québec, 4 000 familles seront obligées de vivre, durant la période de Noël, par la voie des paniers de Noël. À Montréal, 18 000 enfants vont recevoir des paniers de Noël de l'organisme Sun Youth.

J'aimerais donc poser directement la question suivante au ministre des Finances: Pourquoi a-t-il oublié les enfants dans ses soi-disant tentatives budgétaires? Pourquoi n'a-t-il pas parlé directement du problème d'un million d'enfants au Canada qui vivent sous le seuil de la pauvreté?

[Traduction]

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Monsieur le Président, nous n'avons pas oublié les enfants. En fait, grâce à la prestation pour enfants qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier prochain, deux milliards de dollars de plus seront versés au cours des cinq prochaines années aux enfants, surtout à ceux des travailleurs à revenu moyen et faible. Que peut-on faire de plus, monsieur le Président?

En outre, la baisse de l'impôt sur le revenu des particuliers, qui est entrée en vigueur le 1^{er} juillet dernier, et une autre baisse de un pour cent, qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1993, vont libérer dans l'économie deux autres milliards de dollars de revenus disponibles.

Le meilleur filet de sécurité sociale est manifestement un emploi. Or, nous avons annoncé la semaine dernière des mesures visant à stimuler la croissance, à favoriser l'activité économique et à créer des emplois.

M. David Walker (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre.

La séance de photos à laquelle s'est prêté le premier ministre, il y a un an, lorsqu'il a signé la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant, a coûté plus de 50 000 \$ aux contribuables canadiens. Le Canada s'était alors engagé à réduire la pauvreté chez les enfants, et pourtant, tout indique que plus d'enfants vivent aujourd'hui sous le seuil de la pauvreté qu'en décembre de l'année dernière.

Même si les enfants ne sont pas ici aujourd'hui pour une autre séance de photos, leurs problèmes continuent à hanter le gouvernement. Le premier ministre avouera-t-il aujourd'hui à la Chambre que la situation des enfants du Canada s'est considérablement détériorée au cours des douze derniers mois?

Mme Barbara Sparrow (secrétaire parlementaire du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le Président, en ce qui concerne les enfants, je crois que le ministre des Finances a signalé très clairement que, grâce à la prestation pour enfants qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier prochain, les Canadiens à faible revenu vont disposer de 2,1 milliards de dollars de plus.

Je tiens à mentionner en outre que, dans le cadre du programme «Grandir ensemble», que le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social a annoncé il y a quelques mois, on va consacrer 500 millions de plus sur cinq ans à ceux qui en ont vraiment besoin.

Nous reconnaissons effectivement qu'il y a des problèmes, et je tiens à ce que le député sache bien que nous avons tenu particulièrement compte des besoins des enfants, pas nécessairement dans l'exposé économique mais bien avant cela.

M. David Walker (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au premier ministre.

Si le premier ministre a écouté attentivement la réponse de la secrétaire parlementaire, il a remarqué qu'elle ne nie pas que la situation des enfants est pire en décembre cette année qu'elle ne l'était il y a un an. Cependant, d'où que l'on soit dans l'Ouest canadien, de Winnipeg, Saskatoon, Calgary, Edmonton ou Vancouver, on constate que